Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1841.

EXPOSÉ DES MOTIFS accompagnant le projet de loi qui accorde remise des pénalités encourues pour contraventions aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de transcription hypothécaire, de succession et de mutation par décès.

MESSIEURS,

Le Gouvernement étant fondé à croire que beaucoup de personnes feraient soumettre aux formalités voulues par les lois sur les droits de timbre, d'enregistrement et de transcription hypothécaire, des actes restés secrets jusqu'à ce jour, si elles n'étaient arrêtées par l'obligation d'acquitter les pénalités auxquelles donnent lieu les contraventions commises, a cru devoir, dans l'intérêt des parties, comme dans celui du Trésor, proposer à la législature une amnistie générale, qui s'étend même aux contraventions en matière de droits de succession et de mutation par décès.

En effet, il importe aux tiers, comme aux parties et à leurs représentants ou ayant-cause, que les transactions ne restent pas secrètes, surtout celles relatives aux transmissions de biens immeubles.

Le but de l'article du projet de loi que je viens soumettre à la Chambre, est donc aussi moral que financier, et comme tout se lie en matière d'impôts indirects, que le même acte peut donner lieu à diverses pénalités, l'on a voulu qu'il pût en être entièrement affranchi en payant les droits simples, au moyen de quoi pourront être remplies les formalités auxquelles l'on s'est soustrait jusqu'à ce jour, et qui en partie peuvent s'expliquer par les événements de 1814 et 1830.

L'on a jugé que la mesure pourrait être incomplète si elle ne s'étendait aux contraventions à la loi sur les droits de succession et de mutation par décès, parce que la crainte d'être astreints à des amendes pour défaut de déclaration ou pour déclaration insuffisante, empêcherait peut être des héritiers, donataires ou légataires, de faire enregistrer des actes qu'il est de leur intérêt de soumettre à cette formalité.

Toutefois, il a paru juste de faire supporter par les parties les frais de poursuites et d'instance, auxquels les contraventions, constatées à l'époque de la promulgation de la présente loi, auront donné lieu

Le Ministre des Finances,

MERCIER.